

Burundi : questions sur l'apparition d'un groupe armé non identifié autour de Bujumbura

RFI, 26/02/2020 Un grand mystère entoure l'apparition il y a une semaine d'un groupe qualifié de « criminels armés » et les affrontements qui l'ont opposé aux forces de l'ordre, dans la province de Bujumbura rural, un des principaux fiefs du principal parti d'opposition burundaise dans l'ouest du pays. La police n'a pas donné la moindre indication qui permette d'identifier ces assaillants, ce qui nourrit les spéculations avant les élections du 20 mai.

Ce mystérieux groupe armé est apparu dans les collines qui surplombent la ville de Bujumbura il y a une semaine, explique le porte-parole de la police du Burundi. Il a été neutralisé quatre jours plus tard, après plusieurs escarmouches qui l'ont opposé aux forces de l'ordre. Alors que l'administration locale parlait jusqu'à lundi d'un bilan de douze bandits armés et un policier tués, celui-ci a pratiquement doublé selon la police hier. Au final, vingt-deux « criminels armés » et deux policiers ont été tués, six autres assaillants capturés, sans parler des armes et des munitions saisies, a annoncé le porte-parole de la police Pierre Nkurikiye, qui n'hésite pas à lier l'apparition de ce groupe aux élections prévues dans moins de trois mois : « Il s'agit d'un phénomène de criminalité qui est scientifiquement explicable. Lorsque dans un pays, il y a un grand événement, toute la population voit son attention tournée vers ce grand événement, et des criminels profitent alors de ce détournement de l'attention de la population pour pouvoir commettre des crimes. » Qui étaient ces « bandits armés » ? Quel était leur objectif ? Le porte-parole a refusé de répondre aux questions de la presse hier. Mais ces interrogations subsistent, d'autant que des témoins et la société civile accusent les forces de l'ordre appuyées par des Imbonerakure, des membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir que l'ONU qualifie de milice, d'avoir exécuté une dizaine d'assaillants qui avaient été faits prisonniers, ce qu'a démenti l'administration locale. De son côté, le CNL, principal parti d'opposition du Burundi, dénonce l'arrestation d'une trentaine de ses responsables locaux dans cette partie de Bujumbura rural, depuis l'apparition de ce mystérieux groupe armé.